



L'enfer est vide, tous les démons sont ici. Shakespeare

Semaine 12 du 16 au 22 - 2020



Alésia 2,20 € DA - Allemagne 2,70 € - Andorre 2,50 € - Autriche 2,80 € - Belgique 2,10 € - Cameroun 2,40 € CFA - Canada 5,70 \$ Can - Chili 2,20 € - Côte d'Ivoire



En se focalisant uniquement sur la guerre des sexes, le féminisme contemporain finit-il par en oublier la guerre entre femmes, elle aussi très importante ?

Tout à fait. L'histoire du féminisme pourrait à peu de chose près se résumer à un conflit entre des femmes qui veulent montrer leurs nibards et d'autres qui veulent absolument les en empêcher. Ces histoires de sororité, de réseaux, de mentorat féminins me font doucement rire : ce qui unit deux femmes est bien souvent la troisième qu'elles excluent. Un phénomène qui se manifeste dès le plus jeune âge. On peut sans doute le déplorer, mais des chromosomes identiques n'ont jamais suffi ni à constituer ni à souder une communauté. C'est au moins aussi vieux qu'Olympe de Gouges: « *Les femmes veulent être femmes et n'ont pas de plus grands ennemis qu'elles-mêmes* », écrivait-elle dans sa pièce *Mirabeau aux Champs-Élysées*, deux ans avant d'être décapitée devant un parterre de tricoteuses. Et pour cause : c'est notre biologie de mammifère qui tient le gouvernail. L'ignorer est le meilleur moyen de ne jamais pouvoir s'en émanciper.

Entretien avec Peggy Sastre, par Eugénie Bastié pour le Figaro 14/03/2020

(* *Peggy Sastre est docteur en philosophie des sciences, spécialiste de Nietzsche et de Darwin. Dernier ouvrage, La Haine orpheline, Ed. Anne Carrière, 211p., 18 €*)

Politique

Nouvelles du front - Coronavirus (suite mais pas fin)

Après les interventions solennelles du président jeudi et du Premier ministre samedi 14/3, les Français... sont allés boire des verres en terrasse et se sont massés dans les parcs pour prendre le soleil. Et, paradoxe apparent, on a constaté de 53 à 56% d'abstention pour ce premier tour des municipales.

Depuis l'annonce par le Maroc de l'interruption jusqu'à nouvel ordre de ses liaisons avec la France due au coronavirus, des milliers de ressortissants français, 20 000 selon le ministère des affaires étrangères, se trouvent bloqués dans plusieurs villes marocaines.

A Air France, 80% du personnel est à chômage partiel. Il faut dire qu'Air France prévoit de réduire son offre de «70 % à 90 % » pendant deux mois a annoncé la direction.

Tous les gouvernements de la zone euro sont en train d'annoncer des mesures de soutien à l'économie de très grande ampleur, afin d'atténuer l'impact de l'épidémie de Covid 19. Le dogme du déficit à 3% du PIB est - pour l'instant - abandonné.

La France par la voix de son ministre de l'Économie a ainsi dévoilé tout un arsenal de mesures pour aider les entreprises. Des mesures qui « *coûteront des dizaines de milliards d'euros* », a indiqué le ministre des Finances, Bruno Le Maire.

Mais c'est surtout l'annonce d'un plan de soutien aux entreprises de la part de l'Allemagne, avec des prêts sans limite d'une valeur d'au moins 550 milliards d'euros, qui marque le réel

changement de paradigme par rapport aux précédentes crises économiques. Le pays, qui a toujours défendu la rigueur budgétaire, a désormais accepté de relâcher les ficelles de la bourse, face à l'ampleur de la crise engendrée par le Covid-19.

Le chef de service de la réanimation de Colmar est décédé des suites du covid-19 qu'il a contracté en soignant les patients.

Fermetures. Les commerces et lieux publics « non indispensables » sont désormais fermés. Parmi ceux qui restent ouverts : magasins alimentaires, établissements de santé, vétérinaires, magasins d'alimentation pour animaux, hôtels, bureaux de tabac, stations-service et garages. Parmi les services publics, La Poste continuera d'assurer son service, tout comme les transports publics.

Le ministre de l'Economie Bruno Le Maire a assuré qu'il n'y aurait « pas de pénurie » dans les magasins et demandé aux Français de continuer à faire leurs courses comme d'habitude : la « *sécurité d'approvisionnement en produits alimentaires sera garantie dans les jours et les semaines à venir* » et il n'y aura pas de rationnement », a-t-il promis.

Chances pour la France ? Les comportements irresponsables se multiplient sans surprise dans les zones de non-droit. Le syndicat policier Synergie-Officiers n'a pas hésité à déclarer qu'il « *est illusoire de penser que certains individus des quartiers sensibles se plient au civisme en l'état de la législation actuelle* ».

Les Français approuvent massivement les mesures annoncées par le président de la République Emmanuel Macron pour endiguer la propagation du coronavirus, selon un sondage Elabe-Berger Levraut. Plus de huit Français sur dix (81 %) se disent inquiets de la propagation du virus dans le pays, soit 20 points de plus qu'en fin de semaine dernière.

Actu

Radiographie des municipales : une abstention record de l'ordre de 53 à 56% pour des élections municipales. Soit plus de 20 points par rapport au premier tour de 2014.

L'eurodéputé EELV, Yannick Jadot, le chef de file des députés LR, Damien Abad, la présidente de la région Occitanie, Carole Delga, ou encore Marine Le Pen ont réclamé le « report » du second tour. Cette option obligerait à revoter les deux tours, car ils sont indissociables. Sauf pour ceux qui ont été élus dès le premier tour.

Le Rassemblement national confirme son implantation dans sept villes et subit globalement un net recul. Steve Briois à Hénin-Beaumont (74,21%), Fabien Engelmann à Hayange (Moselle) avec 63,14% ; Julien Sanchez à Beaucaire (Gard) 59,5% ; Joris Hebrard au Pontet (Vaucluse), 57,20% ; Franck Briffaut à Villers-Cotterêts (Aisne) 53,47% ; David Rachline à Fréjus (Var) 50,60% ; Robert Ménard à Béziers avec 61,67%.

Plusieurs centaines de « gilets jaunes » ont défilé samedi 14/3 à Paris, malgré les recommandations du gouvernement qui a proscrit les rassemblements de plus de 100 personnes et appelle à reporter les manifestations pour freiner la propagation du coronavirus. Les forces de l'ordre ont procédé à 79 interpellations après des heurts dans le sud de la capitale

Polémique. Agnès Buzyn alors ministre de la Santé assure qu'elle a « averti » le sommet de l'Etat, dès la fin du mois de janvier, de l'impossibilité d'organiser les élections municipales en pleine pandémie. Sans avoir été écoutée, à l'en croire.

Il n'en fallait pas plus à Jean-Luc Mélenchon pour monter au créneau : « *Pourquoi raconte-t-elle cette histoire maintenant quand il est trop tard ? Se rend-elle compte qu'elle engage sa responsabilité pénale et celle des autres personnes qu'elle dit avoir prévenues ?* » « *Cette bombe devrait faire sauter ce gouvernement d'incapables qui a mis en danger les Français !* », estime pour sa part l'eurodéputée (LR) Nadine Morano.

Les équipes d'Anne Hidalgo ont relayé - ou plutôt créé ? - la rumeur selon laquelle la candidate de LREM, Agnès Buzyn, était positive au coronavirus. Des proches d'Anne Hidalgo ont même été jusqu'à contacter des journalistes leur demandant si c'était bien responsable que l'ex-ministre continue à faire campagne. Faut vraiment être des enfoirés pour en arriver là !

Elysée

Deux nouvelles conseillères techniques devraient arriver à l'Élysée: Anne-Marie Armanteras, conseillère santé, handicap, personnes âgées, qui était membre du Collège de la Haute Autorité de santé et ancienne directrice générale de l'offre de soins et Constance Bensussan, conseillère solidarités, égalité femmes/hommes, et chargée de la lutte contre les discriminations.

Lundi 16/3, Emmanuel Macron s'est adressé aux Français avec pour unique mot d'ordre, « *Restez chez vous, on est en guerre* ». Il a par ailleurs décliné toutes les mesures politico-économiques qui seront mises en œuvre pour lutter contre l'épidémie. Du jamais vu depuis la guerre. Le deuxième tour des élections municipales est bel et bien reporté.

Lors de son allocution télévisée, sans avoir à se désavouer ni à changer de gouvernement, le Chef de l'État vient de mettre fin à la réforme la plus contestée de son quinquennat, celle des retraites. Et au lendemain de cette annonce, personne n'en parle tant les préoccupations des Français sont ailleurs.

Découverte

Le ministre des Finances, Bruno Le Maire, et le chef de l'Etat lui-même, jusque-là partisans du libre-échange le plus débridé, viendraient de découvrir les vertus sinon de l'autarcie, du moins de l'autonomie nationale, quitte à ce que celle-ci fasse l'objet d'un certain protectionnisme. On passera donc du « Ces événements nous dépassent, feignons d'en être les organisateurs » à « Il n'est jamais trop tard pour bien faire ». Si cela se confirme, c'est un mieux.

Gouvernement

Gérald Darmanin - réélu au premier tour -, qui a fait une campagne très active pour regagner la mairie de Tourcoing, a passé plus de temps dans sa ville, ces derniers jours que dans son ministère. À Matignon on est quelque peu énervé par l'ancien directeur de campagne de Nicolas Sarkozy qui chercherait à obtenir un portefeuille ministériel plus important en cas de remaniement, faute de quoi il se cantonnerait dans sa mairie de Tourcoing et se mettrait au service de Xavier Bertrand, qui ne cache plus ses ambitions présidentielles.

La secrétaire d'État Agnès Pannier-Runacher a créé la polémique la semaine dernière en évoquant les mouvements boursiers à la suite de la crise du coronavirus. Sur CNews, elle a déclaré que « *c'est le moment de faire des bonnes affaires en Bourse aujourd'hui* ».

Muriel Pénicaud, ministre du Travail, a fait savoir aux partenaires sociaux qu'aucun licenciement ne sera accepté pendant la « période actuelle ». Période qui reste à définir.

Le Premier ministre, M. Edouard Philippe, a proposé d'organiser le second tour le 21 juin prochain, soit trois mois après la date prévue initialement, les résultats du premier tour étant "sanctuarisés", date qui n'a cependant pas été citée par le chef de l'Etat dans sa dernière allocution.

Le secrétaire d'Etat aux Transports Jean-Baptiste Djebbari a annoncé que le gouvernement allait encore réduire la fréquence des trains, notamment longue distance, pour éviter les phénomènes d'exode et limiter la propagation du coronavirus.

Florence Parly, ministre des Armées a annoncé dans un tweet la livraison de cinq millions de masques chirurgicaux qui appartiennent aux stocks de l'armée. Ils seront mis à la disposition du ministère de la Solidarité et de la Santé. Pourquoi ça pas été fait avant ?

Le ministre de la Culture Franck Riester a annoncé une "aide d'urgence" de 22 millions d'euro pour plusieurs secteurs culturels "frappés de plein fouet" par la crise du coronavirus. Ce "premier volet d'aides d'urgence" (10 millions d'euros pour la musique, 5 millions pour le spectacle, 5 millions pour le livre et 2 millions pour les arts plastiques) sera suivi par d'autres mesures spécifiques.

Institutions

Richard Ferrand, le président de l'Assemblée nationale a illico convoqué une conférence des présidents pour décider que, comme au Sénat, les présidents de groupe pourront porter seuls les voix de tous leurs députés évitant ainsi de faire venir les 577 députés. Accepté.

Palais Bourbon. Selon le dernier décompte, 26 personnes dont 16 députés ont été contaminés. Depuis le claque républicain a été déserté. Seul un petit groupe de parlementaires fera son retour pour voter les mesures exceptionnelles décidées par l'exécutif.

Une société extérieure, agréée par le ministère des Armées, a ainsi procédé à l'élimination de toute trace de saleté dans des lieux stratégiques du bâtiment. Cible numéro 1 : la buvette des parlementaires, identifiée comme étant « le foyer de contamination » initial.

Divers

Nathalie Péchalat a été élue nouvelle présidente de la Fédération française des sports de glace (FFSG), où elle aura la charge de rétablir la confiance après le scandale de violences sexuelles. L'ancienne championne de danse sur glace, âgée de 36 ans, succède à Didier Gailhaguet, qui a régné sur le patinage français pendant plus de deux décennies.

La Cour de cassation rejette les pourvois de l'ancien Premier ministre Edouard Balladur, 90 ans, ouvrant la voie à son procès devant la Cour de justice de la République dans l'affaire Karachi. Une affaire qui remonte à 1995 et une histoire de pot-de-vin qui aurait financé sa campagne. Il en pense quoi François Fillon de cette justice peu expéditive ?

Tambouille macro-machin

Quelques sortants réélus, le Premier ministre Edouard Philippe en ballottage favorable (mais délicat) au Havre et d'innombrables aventures électorales au bord du naufrage : La République en Marche a, sans surprise, enregistré un premier tour décevant lors de ces élections municipales, se retrouvant souvent reléguée en troisième ou quatrième position.

« *Je me demande ce que je vais faire de ma vie.* » Agnès Buzyn est enfin rentrée chez elle, lundi 16 mars, en milieu d'après-midi. Elle vient de « fermer la porte du QG » de sa campagne parisienne et a posé son sac, seule, « effondrée », dit elle.

« *Depuis le début je ne pensais qu'à une seule chose : au coronavirus. On aurait dû tout arrêter, c'était une mascarade. La dernière semaine a été un cauchemar. J'avais peur à chaque meeting. J'ai vécu cette campagne de manière dissociée* », avoue l'ex-ministre de la Santé et candidate malheureuse sur Paris. « *Je n'ai plus de boulot* », glisse-t-elle, avant de se reprendre : « *Je dis toujours : "Ministre un jour, médecin toujours". L'hôpital va avoir besoin de moi. Il va y avoir des milliers de morts.* »

Droite

Gérard Larcher s'est bel et bien opposé au report des élections municipales. Le président lui a téléphoné pour lui demander son avis. Réponse : « *Si vous reportez je dirai publiquement que je suis opposé à ce report* ». Même ligne de front pour Christian Jacob : pas de report. Depuis, Jacob est au plumard avec le Covid-19.

Panique au Parti. Jacob avait déjeuner la veille en tête à tête avec Rachida Dati qui craint pour sa santé. Puis Jacob avait gagné le mitinje, salle Gaveau, en présence de Nicoals Sarkozy et de la direction complet des Républicains.

Gauche

Jean-Luc Mélenchon, leader de La France insoumise (LFI), en est persuadé : le discours d'Emmanuel Macron, jeudi 12 mars, et le « nouveau capitalisme » - qui convoque un regain de souveraineté et le retour de l'Etat providence - désormais prôné par l'exécutif, marque un tournant.

M. Mélenchon résume : « *Ce modèle ne s'en relèvera pas. Le libre échange généralisé ne mène nulle part, le protectionnisme est une nécessité absolue [et] l'Union européenne n'est bonne à rien.* »

Ah, le beau discours dans la grande lignée franc-mac de la maire Hidalgo au soir du premier tour : « *J'appelle à l'unité et au rassemblement des écologistes, des progressistes et des humanistes pour que triomphe l'écologie, les valeurs de solidarité et d'entraide que nous partageons* ».

À coups de toutes et d'attaques répétées, l'ancienne ministre de l'Environnement, Ségolène Royal, a choisi, en pleine épidémie de coronavirus, de prolonger sa stratégie d'opposition radicale à l'exécutif - renommé par ses soins en « gouvernement d'amateurs ». Sa cible privilégiée : un autre ancien socialiste, Olivier Véran. Elle déclitorise jamais mémère !

Société

Alors que les autorités et les directions des supermarchés multiplient les déclarations rassurantes, affirmant qu'il n'y aura aucun risque de pénurie de produits alimentaires pendant la pandémie de Covid-19, les Franciliens ne partagent visiblement pas leur optimisme et se sont rués sur les supermarchés.

Ces derniers jours, des incidents ont éclaté à travers la France : vols et escroqueries d'individus tentant de profiter de la crise ou faits d'incivilité et de violences urbaines. Le tout souvent dans des quartiers sensibles.

Dans les Yvelines, un supermarché a été attaqué par plusieurs individus emportant 8 chariots pleins de diverses marchandises (nourriture, vêtements, etc.), un magasin d'alimentation de

Trappes (Yvelines), fermé mais avec des victuailles stockées à l'intérieur, a été pillé. Sans compter les altercations survenues dans les files d'attente. Dans le genre la liste est longue.

11 400 masques chirurgicaux et 1 200 masques de type FFP2, indispensables au personnel se trouvant au contact des malades atteints par le Covid-19, ont été récemment volés dans un entrepôt du CHU de Montpellier. L'hôpital a déposé une plainte.

En Bretagne, on est également inquiet du débarquement soudain d'un flot de Parisiens. Ainsi à Belle-Ile-en-mer, à peine débarqués qu'ils ont dévalisé l'unique supermarché de l'île provoquant bagarres et bousculades. Les natifs craignent la contamination.

Les deux premiers centres dits de « desserrement » ouvriront à Paris dans les prochains jours, pour un total de 150 places. Ces centres sont à destination des SDF contaminés par le coronavirus mais dont l'état ne nécessite pas une hospitalisation. Le dispositif est appelé à couvrir tout le territoire.

Faits divers

La pandémie actuelle de coronavirus et la mesure de confinement qui en découle semblent pousser certains malfrats à vouloir s'approprier coûte que coûte des denrées alimentaires. C'est en tout cas ce qui s'est passé dans la nuit de lundi à mardi à Trappes. Vers 22 heures, les policiers ont été alertés d'un pillage en cours dans une supérette. Les policiers ont alors affronté une quinzaine de pillards.

Arnaud Lagardère condamné à indemniser son jardinier. En 2018, la cour d'appel de Paris a condamné Arnaud Lagardère à verser 49 987 € à Victor D., le gardien-jardinier de son domaine de Rambouillet (55 hectares). La somme comprend 40 000 € pour nullité du licenciement et 5 000 € pour harcèlement moral, mais reste inférieure aux 321 876 € réclamés par l'ancien salarié.

La suppression des messes a dopé l'audience de l'émission *Jour du Seigneur* sur France 2 : 1,1 million de spectateurs le 15 mars dernier contre 550 000 en temps ordinaire. On savait bien que le Seigneur était branché !

Confiné. Stéphane Sénéchal, 43 ans, chanteur lyrique professionnel, offre chaque soir à 19 heures depuis la fenêtre grande ouverte de son appartement dans le 11^{ème} arrondissement de Paris, un morceau d'opéra. Il a inauguré cette originale prestation par la Marseillaise.

Migration/islam

L'écologiste Emmanuel Denis, tête de liste de la gauche à Tours, a reconnu publiquement que son projet de Maison de l'hospitalité était dans les faits destiné à l'accueil des migrants. Situé en centre-ville, jouxtant la gare, le futur ensemble figure sur son programme sans explication, pour ne pas effrayer les électeurs de centre gauche.

Migrants sur notre territoire. A Lyon, Rennes, Marseille, Toulouse... les situations à risque sont aussi nombreuses que la vie dans des espaces insalubres est répandue, dans des squats notamment. La situation des centres de rétention administrative (CRA) - dans lesquels transitent quelque 45 000 étrangers en situation irrégulière chaque année - est, elle aussi, source de vives inquiétudes.

La Turquie a annoncé la fermeture de ses frontières terrestres avec la Grèce et la Bulgarie dans le cadre de mesures prises pour limiter la propagation du nouveau coronavirus. Plusieurs

milliers de migrants sont massés à la frontière grecque depuis le mois dernier pour essayer de gagner l'Europe après l'ouverture de ses frontières par Ankara pour faire pression sur l'Europe.

Surréaliste et inquiétant : des centaines d'exilés du nord-est parisien et de Seine-Saint-Denis trouvent désormais portes closes dans les structures d'accueil, paralysées par l'épidémie, et leur présence sur la voie publique est devenue plus problématique encore depuis la mesure de confinement. Pour eux, rien n'est prévu pour se prémunir du Covid- 19. Pas plus pour ceux qui les assistent au quotidien.

Ecologie/ sciences & techniques

Les rumeurs vont bon train sur Internet concernant le coronavirus. Mais les chercheurs ont analysé le génome responsable de la pandémie de Covid-19 et en arrivent à la conclusion qu'il est d'origine naturelle.

Rappelons qu'il existe de nombreux coronavirus. Ils appartiennent à une famille de virus susceptibles de provoquer des maladies plus ou moins graves. L'épidémie de syndrome respiratoire aigu sévère (SRAS) que la Chine a connue en 2003 avait déjà été causée par un coronavirus. Tout comme celle de MERS contre laquelle l'Arabie Saoudite a dû lutter en 2012.

Afrique : Les pays africains ont été parmi les derniers à être affectés par la pandémie de coronavirus mais leur nombre a rapidement augmenté ces derniers jours. Le premier cas enregistré sur le continent l'a été en Egypte le 14 février. Aujourd'hui, le virus touche 30 des 54 pays du continent, avec un total de 450 cas confirmés.

Les essais cliniques de chloroquine (un anti-paludéen classiquement utilisé contre le paludisme) menés à Marseille pour soigner les malades atteints du Covid-19 sont "prometteurs" et "seront étendues", a affirmé la porte-parole du gouvernement. Le professeur Raoult a affirmé que l'effet de la chloroquine contre le coronavirus était spectaculaire avec la disparition du virus en six jours auprès des trois quarts des patients.

Economie

La ruée sur l'argent, plus abordable que l'or, en particulier en Amérique du nord, devient énorme : l'US Mint a annoncé qu'elle avait vendu tous ses Silver Eagles et qu'ils sont en rupture de stock, la monnaie du Canada a annoncé qu'elle sera sans doute en rupture de stock sur les Maple Leafs d'argent si ça continue. Les grands sites commerciaux sont sous pression en or comme en argent.

Plusieurs secteurs de notre économie vont souffrir de confinement décrété en raison de la pandémie. La restauration, le commerce et le transport aérien mais aussi tout le secteur des loisirs et de la culture vont pâtir de ces mesures mais le gouvernement a promis de leur venir en aide.

PSA et Renault annoncent la fermeture de toutes leurs usines en France. Va bien falloir payer les mecs qui sont quand même 30 000 ! Air France réduit son offre de "70 à 90%" pendant 2 mois et met 80% de son personnel en chômage technique. Là aussi l'Etat va passer à la caisse.

Arnaud Lagardère, cogérant du groupe éponyme, a levé le voile sur une partie de ses dettes, mais en a omis d'autres, notamment les hypothèques sur ses propriétés immobilières. Le total dépasse largement la valeur de ses actions. Ce baltringue va pas laisser grand-chose en héritage.

Une crise à l'horizon

La crise économique qui se profile, conséquence nécessaire de l'arrêt de la plupart des activités, sera sans aucun doute combattue par une politique keynésienne d'injection massive de monnaie. Encore faudrait-il que les autres membres de la zone euro l'acceptent. Car l'euro ne repose sur aucune valeur universellement reconnue, et dépend du consensus des Etats membres, différemment touchés. Les critères de Maastricht limitant les déficits budgétaires ont déjà volé en éclats, et peut-être avec eux le système tout entier. Les 45 milliards d'euros d'aide aux entreprises annoncés par le ministre Bruno Le Maire ne sont sans doute que l'avant-garde de cette émission massive de monnaie ne correspondant à aucune création de biens, et qui devrait entraîner, soit une forte dévaluation, soit une forte augmentation de la fiscalité, sous forme d'impôts nouveaux « exceptionnels » ou d'aggravation des impôts existants. Le plus probable étant d'ailleurs une conjonction des deux.

La Banque centrale européenne a annoncé un programme de rachats de titres de 750 milliards de dollars, qui durera au moins jusqu'à la fin de l'année, sans limite de montant mensuel. Christine Lagarde a finalement compris l'ampleur de la crise.

Culture/médias

Les dommages collatéraux liés à la pandémie vont impactés des secteurs comme l'audiovisuel avec l'arrêt, par exemple, de tous les événements sportifs. Pour les chaînes payantes le risque est grand de perdre leurs abonnés sans engagement. Et Donald Trump exaspère les Japonais en demandant le report des Jeux olympiques !

Spleen au web du quotidien *Le Monde*. Titrée "Le réacteur a mal au cœur", la pétition présentée à la direction du Monde a le mérite de la clarté pour décrire le moral de ses journalistes web. Une centaine de salariés ont rencontré le 11/3 Jérôme Fenoglio, directeur du quotidien, et Luc Bronner, directeur de la rédaction, pour leur faire part de leurs multiples revendications.

Alors que le quotidien s'est lancé dans une grande conquête de nouveaux abonnés digitaux, les journalistes affirment se considérer encore comme "les miettes de la rédaction papier". Les salariés de l'édition papier se sont eux-mêmes montrés surpris par l'ampleur des doléances de leurs homologues du web.

Confinement : les journalistes professionnels disposant d'une carte de presse, sont exemptés du justificatif de déplacement professionnel.

Plusieurs chaînes de la TNT et du câble se sont mises en mode automatique : aucun salarié dans les locaux. La diffusion est pilotée par des techniciens depuis leur

domicile.

TF1 mobilise ses différentes entités pour répondre aux Français pendant la crise sanitaire. Le groupe audiovisuel vient de mettre en ligne sur le site de LCI un assistant virtuel, disponible 24h/24h et en accès libre, dont l'objectif est de "répondre en temps réel à toutes les interrogations" des citoyens à propos du Covid 19.

Europe

Union européenne. L'Union européenne n'a été d'aucun secours face à la pandémie. Les réactions ont été nationales. On s'aperçoit que l'Etat, dont la mission est de protéger la nation, est apte à des réactions rapides et cohérentes.

Ursula von der Leyen, présidente de la Commission, a annoncé qu'elle allait proposer « *une restriction temporaire, d'une durée initiale de trente jours, prolongeable si besoin, sur les voyages non essentiels à destination de l'Union européenne* ».

Seuls pourront y entrer des résidents de longue durée, des membres de la famille de citoyens européens, les diplomates et les personnels liés à la lutte contre le Covid-19. La restriction ne s'appliquera pas au Royaume-Uni. La circulation des biens sera maintenue. L'UE devrait donc fermer ses portes au moins un mois. Et avec les immigrés, on fait quoi ?

Angleterre. Boris Johnson a fait savoir que les élections locales du 7 mai étaient reportées à l'année prochaine en raison du coronavirus. Cette décision n'a suscité aucune polémique. Buckingham Palace a fait savoir que la reine, 94 ans le 21 avril, annulait une série d'engagements prévus pour les jours à venir. Le pays comptait au 13/03, 136 cas confirmés à Londres pour un total de 798 cas.

Les Anglais ne font décidément rien comme personne. Pas de confinement au Royaume-Uni mais seulement deux conseils donnés par le gouvernement : lavez-vous les mains et isolez-vous sept jours si vous avez le virus.

Le conseiller scientifique en la matière auprès de Boris Johnson, Patrick Vallance, estime qu'il faudrait qu'environ 60% de la population britannique contracte le virus pour qu'elle développe cette immunité collective permettant d'éviter de futures épidémies. Inutile de préciser que ça hurle contre Johnson. La Chine vient pourtant de démontrer que le confinement était une réponse efficace contre le virus.

Allemagne. Le pays est durement touché avec plus de 3 500 personnes infectées. Berlin a fait savoir qu'elle ne reculerait devant rien, pas même d'éventuelles nationalisations pour soutenir l'économie du pays. Et ce afin d'éviter, entre autres, le rachat d'entreprises hautement stratégiques.

Les ministres allemands des Finances et de l'Economie, Peter Altmaier et Olaf Scholz, ont présenté un programme de soutien « sans limite » aux entreprises. L'objectif est de les aider à surmonter les chutes d'activité provoquées par la propagation du coronavirus, quoi qu'il en coûte au pays à court terme.

Autriche. Etablissements scolaires, espaces de jeu et infrastructures sportives, cafés, restaurants et commerces non alimentaires fermés : le gouvernement autrichien a renforcé, dimanche 15/03, les restrictions en interdisant les rassemblements de plus de cinq personnes, en limitant les déplacements au strict nécessaire et en prévoyant de faire contrôler ces interdictions par la police afin de freiner la propagation du coronavirus.

Belgique. Ce n'est pas le moindre des paradoxes que le coronavirus a permis aux partis politiques de s'accorder pour lutter contre la virus. Le Premier ministre, Sophie Wilmès, qui gère les affaires courantes sera doté par le Parlement des pouvoirs spéciaux pour combattre l'épidémie. Et ce pour une période de trois mois.

Espagne. Le gouvernement espagnol a publié le décret instaurant l'état d'alerte pour une durée minimale de quinze jours dans tout le pays. Bilan au 16/3 : 7753 cas et 288 morts. C'est le deuxième pays européen le plus touché. L'épicentre se trouve à Madrid où le nombre de décès est passé de 86 à 213 en 24 heures.

Le roi d'Espagne, Felipe VI, a pris deux décisions tout à fait inédites : il retire à son père, le roi émérite Juan Carlos, son allocation annuelle d'un peu plus de 194 000 euros ; et il renonce, pour sa part, à percevoir le moindre centime de l'héritage qui devait lui revenir le jour venu.

Grèce. Avec 331 cas de coronavirus et 4 morts, le gouvernement a décidé d'agir vite pour enrayer la propagation du virus et éviter de surcharger les hôpitaux publics qui, après dix années d'austérité, pourraient difficilement faire face.

Italie. Pour alléger les hôpitaux au Nord et empêcher que l'épidémie n'explode dans le Sud, l'exécutif a placé le pays en confinement. Des mesures strictes au moins jusqu'au 25 mars prochain. Le président du Conseil, Giuseppe Conte, a donné un décret plaçant l'ensemble du territoire en confinement.

Première bonne nouvelle depuis trois semaines, la courbe de progression du Covid-19 semble enfin ralentir, laissant apparaître les effets positifs du confinement décidé depuis le 8 mars. Certes, en valeur absolue, les chiffres du jour (16/3) sont terribles : avec 349 morts de plus que la veille, et la barre des 2 000 victimes (2 148 au total) franchie, le bilan est effroyable.

Enfin un senior italien qui voit la vie en rose. C'est Silvio Berlusconi, 83 ans, qui vient de larguer la vieille de 34 ans, Francesca Pascale, qui vivait avec lui depuis douze ans, pour se mettre à la colle avec une députée de son parti, Marta Fascina, 30 ans.

Le gouvernement a annoncé qu'il entendait nationaliser la compagnie aérienne Alitalia, en grande difficulté depuis des années, dans le cadre de mesures économiques d'urgence prises face à la pandémie de Covid-19.

Pays-Bas. Les Pays-Bas, le jardin du monde, centre névralgique de l'horticulture, est au bord de la crise de nerfs. Le marché aux enchères de fleurs d'Aalsmeer stockait lundi 16/3 roses, tulipes et autres bouquets avant de les jeter, faute d'avoir trouvé preneur. L'épidémie de Covid-19 qui s'étend dans toute l'Europe fait s'effondrer la demande, et donc les prix sur les marchés de gros.

International

Chine. La propagande chinoise ne manque pas de poésie. On peut lire : « *Sous les commandements personnels du secrétaire général Xi Jinping, la victoire sans précédent contre le Covid-19 avance au son du printemps.* »

Etats-Unis. Trump a reconnu qu'une récession était « possible » ; que la pandémie pourrait prendre fin « en juillet ou en août » aux Etats-Unis (et non en avril, comme il l'affirmait encore récemment) ; et que le pays « envisage [ait] » de faire intervenir l'armée pour construire des hôpitaux.

La disponibilité croissante des tests de dépistage explique sans doute en grande partie l'augmentation rapide du nombre de cas aux Etats-Unis, passés en une semaine de 1030 à plus de 5700 (et plus de 90 morts mardi soir).

Les prédictions alarmantes (et transmises à la Maison Blanche) de chercheurs britanniques, tablant sur la mort de 2,2 millions d'Américains en l'absence de mesures de confinement, ont visiblement convaincu Trump d'opérer un virage à 180 degrés.

La Food and Drug Administration (FDA) a en effet permis la mise sur le marché d'un matériel de dépistage plus rapide, créé par l'entreprise Roche, et disponible dans une centaine de laboratoires à travers le pays. Le président a globalement promis moins de « régulations » pour faciliter l'accès aux tests à ceux qui en ont besoin.

Fin février, des projections réalisées par les CDC (Centers for Disease Control and Prevention) estimaient que de 2,4 millions à 21 millions de personnes pourraient nécessiter une hospitalisation due au coronavirus dans les prochaines semaines aux Etats-Unis. La proportion

finale dépendrait des mesures de confinement et de prévention prises pour limiter la pandémie, parmi lesquelles les tests précoces, estimaient les experts.

Les principales mesures annoncées par le président de la République

Le terme confinement n'est pas utilisé, mais les mesures vont être prises pour « réduire les déplacements et les contacts au strict minimum », dès ce midi et pour quinze jours au moins ». Toute infraction à ces règles sera « sanctionnée », a souligné le chef de l'Etat. Le ministre de l'Intérieur Christophe Castaner a ensuite précisé que le montant de l'amende pour les contrevenants serait prochainement porté à 135 €. Toutes les personnes qui circuleront devront être « en mesure de justifier leur déplacement », a-t-il encore annoncé, au moyen d'une attestation sur l'honneur à télécharger ou sur papier libre.

Les loyers et les factures d'eau, de gaz et d'électricité seront suspendus pour les PME en difficulté. Macron promet une garantie de l'Etat de 300 milliards d'euros pour les prêts bancaires des entreprises. « Les Français peuvent se rendre au travail, a rajouté ensuite Christophe Castaner. [...] Nous ne fermons pas l'économie. » n Des masques vont être distribués en priorité à partir d'aujourd'hui aux personnels hospitaliers et aux médecins de ville et de campagne « dans les 25 départements les plus touchés ». Les autres départements devraient être servis à partir de demain.

Un hôpital de campagne du service de santé des armées va bientôt être déployé en Alsace et les militaires « apporteront leur concours pour déplacer les malades des régions les plus affectées ».

Les frontières à l'entrée de l'UE et de Schengen seront fermées dès midi.

Le second tour des élections municipales est reporté à la fin juin. Mais les maires élus au premier tour le resteront.

Toutes les réformes en cours sont « suspendues », à commencer par celle des retraites.

Sites à consulter

[TVLibertés](#)

[on est bien en récession dixit Delamarche](#)

[le point sur la situation à Idlib en Syrie](#)

[Onfray tarte Buzyn](#)

[Jean-Marc Jancovici nous entretient sur le coronavirus](#)

[très drôle](#)